

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC Réseau SAS

7 Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : 2025-
Code AIOT : 0006605566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement PAPREC Réseau SAS implanté Route de Nîmes 30260 Liouc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'une action régionale coup de poing sur le risque incendie dans les installations de tri, transit, regroupement et collecte de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC Réseau SAS
- Route de Nîmes 30260 Liouc
- Code AIOT : 0006605566

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est situé en bordure de la RD 999 au sud de Quissac à proximité de la déchèterie et de la station de transit de déchets ménagers exploitées par la communauté de communes Coutach Vidourle.

Créé sous le régime de la déclaration (récépissé du 16 novembre 2012), il a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation du 5 mars 2015 lui permettant d'augmenter son activité.

Cet arrêté mentionne les installations suivantes :

- un bâtiment de 2 400 m² abritant une chaîne de tri, un broyeur pour les papiers/cartons, une presse pour le conditionnement des papiers/cartons, plastiques et métaux, des zones de stockage et des bureaux ;
- des installations extérieures comprenant :
un poste de contrôle avec pont bascule et dispositif de détection de radioactivité ;
des zones de stockage ;
une zone de broyage des bois et déchets verts par un broyeur mobile ;
une aire de lavage des véhicules et engins ;
un réservoir aérien de 10 m³ en 2 compartiments (gazole routier et GNR) et 2 distributeurs.

La manutention des déchets est assurée par des engins et véhicules.

Les déchets proviennent des collectivités (collecte sélective, points d'apport volontaire, déchèteries), de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, du tertiaire.

Ils ont pour origine géographique principale le territoire du SYMTOMA Aigoual-Cévennes-Vidourle qui a accordé à PAPREC RESEAU une délégation de service public pour la gestion du centre de tri. Les déchets peuvent provenir également du reste du département du Gard et des départements voisins (Hérault, Aveyron, Lozère, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Bouches-du-Rhône).

Le site ne reçoit pas d'ordures ménagères résiduelles.

La quantité maximale de déchets entrants est de 27 000 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	CONCEPTION GÉNÉRALE DES INSTALLATIONS	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.	Demande d'action corrective	15 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande d'action corrective	15 jours
6	MOYENS DE	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	LUTTE CONTRE L'INCENDIE	05/03/2015, article 10.13	Demande de justificatif à l'exploitant	
10	Protection individuelle	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
19	STOCKAGE DES DECHETS DE BOIS ET AUTRES DECHETS COMBUSTIBLES	Arrêté Préfectoral du 17/06/2017, article 10.5.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
23	MATÉRIEL ÉLECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.9.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MAÎTRISE DU RISQUE D'INCENDIE DE FORÊTS	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.3.	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
7	Equipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.1	Sans objet
8	Entretien des moyens de	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	secours		
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.2.	Sans objet
11	Alerte des services de secours	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.4.	Sans objet
13	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
16	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Sans objet
17	CONDITIONS DE STOCKAGE DES BALLES EN ATTENTE D'EXPEDITION	Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 3.5.	Sans objet
18	ENTREPOSAGE DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES MIS AU REBUT	Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 4.3.	Sans objet
20	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX DÉCHETS DE PILES ET ACCUMULATEURS	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 5.4.	Sans objet
21	CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 6.12	Sans objet
22	Interdiction des feux	Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.6.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'occasion de cette inspection inopinée thématique, l'inspection a relevé plusieurs non conformités qui peuvent être résorbées rapidement. C'est notamment le cas pour la mise en place de murs REI120 d'une hauteur de 4 mètres sur les limites Nord et Ouest du site pour séparer les dépôts de déchets combustibles des limites de propriété et éviter la propagation du feu vers la garrigue, puisque l'exploitant indique que les megablocs de béton coupe-feu destinés à la réalisation des murs REI120 requis sont en cours de commande. Il lui est demandé de confirmer sous 1 mois leur installation effective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MAÎTRISE DU RISQUE D'INCENDIE DE FORÊTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit notamment assurer en permanence un débroussaillage à l'intérieur du site et sur une périphérie de 50 m autour du site, y compris sur les terrains appartenant aux tiers voisins si nécessaire, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2013-008-0007 du 8 janvier 2013 relatif au débroussaillage réglementaire destiné à diminuer l'intensité des incendies de forêt et à limiter la propagation.
Constats : Le jour de la visite, il a été constaté la présence de broussailles sur les abords du site côté Nord-Est et à l'intérieur du site côté Sud-Ouest. L'assistante administrative du site a cependant indiqué qu'un débroussaillage était prévu du 19 au 22 mai 2025, soit la semaine suivante, ce que la direction du site a confirmé par mail suite à la visite. Des photographies ont été transmises en date du 22 mai 2025 attestant que l'intérieur du site et ses abords ont été débroussaillés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions au contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. [...] »
Constats : Il est constaté la présence d'une clôture tout autour du site, fermée par un portail en dehors des horaires d'ouverture, et l'affichage des horaires d'ouverture et d'un plan de circulation sur un panneau à l'entrée du site. Toutefois, à l'exception de l'affichage de l'interdiction d'accès à toute personne étrangère à l'entreprise sur ce panneau, il n'existe pas de dispositif de contrôle d'accès au niveau du portail lorsque celui-ci est ouvert (barrière, caméra, interphone...) et l'entrée du site n'est pas visible depuis les bureaux d'accueil du fait de la présence de bennes. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de l'existence d'un dispositif de contrôle des accès au site, sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : CONCEPTION GÉNÉRALE DES INSTALLATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment et les dépôts sont facilement accessibles par les services d'incendie et de secours. Les aires de circulation, les accès et les voies sont aménagés, entretenus, réglementés, pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance.</p> <p>En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteur équipé. A l'intérieur du bâtiment, des allées de circulation doivent être aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>En fonctionnement normal, les locaux comportant des zones de sécurité sont ventilés convenablement de façon à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeurs inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le hangar où sont réalisées les opérations de tri et de conditionnement des déchets est muni d'un ouvrant permettant l'accès d'engins en façade Ouest et d'un ouvrant piéton côté Nord. <p>Toutefois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets de plâtres et de bois débordent de leurs alvéoles jusque sur la voie de circulation provenant de l'entrée du site et obstruent en partie les voies engins; - des amoncellements de déchets en vrac gênent l'accès aux dépôts sur la partie Nord du site; - l'accès piéton obligatoire est obstrué par des obstacles (blocs de béton, broussailles...), ce qui oblige les piétons à traverser la zone d'exploitation et de circulation des poids-lourds non sécurisée et constitue aussi un obstacle à l'évacuation des personnels ainsi qu'à l'intervention des secours en cas de sinistre. <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 10.4. de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2015 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à dégager les voies engins des déchets qui les encombrent et à les maintenir libres pour permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans difficulté en toute circonstance. Il libérera également l'accès piéton des obstacles qui l'obstruent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire; [...]
Constats : Il est constaté la présence d'un plan des installations comportant une description des dangers pour chaque bâtiment et aire de gestion des produits ou déchets dans le plan de défense contre l'incendie mis à la disposition des services de secours et d'incendie dans le coffret rouge à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les même caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. [...]
Constats : Les installations gèrent des déchets combustibles (bois, écomobilier, cartons, DIB,...) et des produits inflammables (fluides pour l'entretien des engins), et cependant il est constaté l'absence de réserve de sable meuble et sec ou de matériaux assimilés présentant les même caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ni de pelles. Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant dotera son site de stocks de sable ou de matériaux aux propriétés équivalentes pour l'extinction d'incendie sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan des différents stockages est disponible à l'entrée du site ; - deux poteaux d'incendie normalisés D 100 de 60 m³/h de débit minimum, situés à moins de 200 m de l'établissement et une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m³, munie de raccords pompiers normalisés ; - 5 robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm de diamètre, positionnés dans le bâtiment ; - des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, bien visibles et facilement accessibles, à raison d'un appareil pour 200 m². Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées, - des extincteurs à CO₂ pour la protection des installations électriques ; - un réseau d'aspersion du dépôt de bois ; - un système d'alarme incendie. <p>Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un plan des différents stockages affiché à l'entrée du site ; - de 2 poteau d'incendie implantés, l'un devant l'établissement et l'autre à l'intérieur de la déchetterie publique voisine situé à moins de 200 m des installations, et d'une réserve d'eau (bâche souple) d'un volume de 120 m³ disosée à l'intérieur du site près de l'entrée, munie de raccords pompiers normalisés ; - de 5 robinets d'incendie armés (RIA) positionnés dans le bâtiment ; - de 22 extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, bien visibles; les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées; - d'extincteurs à CO₂ pour la protection des installations électriques ; - d'un réseau d'aspersion du dépôt de bois ; - d'un système d'alarme incendie. <p>Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge.</p> <p>Toutefois, des stocks de balles de cartons entreposés dans le hangar devant l'un des extincteurs et un RIA compliquent leur accès et l'exploitant n'a pas pu justifier les débits délivrés par les poteaux d'incendie.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis un rapport de vérification du poteau d'incendie n°311 implanté devant le site, établi par la société Eurofeu en date du 16 mai 2025. Le débit mesuré indiqué sous 1 bar est de 38 m³/h, soit inférieur au débit minimum de 60 m³/h requis. Aucun justificatif du débit délivré par le poteau situé sur la déchetterie n'a été transmis.</p> <p>Ces constats constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 10.13. de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2025 susvisé.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Transmettre des justificatifs que les deux poteaux d'incendie délivrent un débit suffisant, sous 1 mois. L'exploitant veillera à maintenir un accès aisé à l'ensemble de ses moyens de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Equipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Prescription contrôlée : Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement. Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes).
Constats : Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement, elle comprend l'ensemble du personnel d'exploitation, qui sont tous formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Elle est encadrée par le directeur d'exploitation du site (identifié dans le P.D.I. comme 1ère personne ressource à prévenir en interne en période ouvrée). Selon le registre de sécurité, la dernière formation incendie et manipulation des extincteurs et des RIA du personnel (6 personnes) a été réalisée en date du 12/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien des moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur de l'environnement.

Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.
Constats : Selon les informations consignées dans le registre de sécurité présenté et les étiquettes d'inspection des extincteurs contrôlés lors de la visite, et les PV d'intervention transmis à sa suite, les 25 extincteurs et les 5 R.I.A. ont été contrôlés en date du 22/04/2025 par la société spécialisée EuroFeu Services; un extincteur a été remplacé par un neuf. Selon les déclarations de l'exploitant, le personnel d'exploitation est formé et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention dans des exercices réalisés tous les semestres. Les compte-rendus des deux derniers exercices effectués les 16/12/2024 et 17/02/2025 ont été transmis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La toiture du bâtiment fermé est équipée en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées,gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. La surface géométrique d'évacuation est au moins égale à 2% de la superficie des locaux.
Constats : Il a été constaté la présence de 2 trappes de désenfumage sur la toiture du hangar de tri. Selon les informations consignées dans le registre de sécurité présenté lors de la visite et les PV d'intervention transmis à sa suite, le bon fonctionnement et le bon état des 2 trappes de désenfumage ont été contrôlés en date du 22/04/2025 par la société spécialisée EuroFeu Services.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.
Constats : Il a été constaté que le personnel d'exploitation dispose de gants et EPI adaptés aux risques présentés par l'installation (gants, casques) mais pas pour permettre l'intervention en cas de sinistre (gants non ignifugés, casques sans visière...)

Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 10.12.3. de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2025 susvisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Alerte des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.12.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
Prescription contrôlée : Un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics est installé dans les bureaux du site. Une consigne précisera les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte.
Constats : Il est constaté la présence d'un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics dans les bureaux du site. Une consigne précisant les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte est affichée à l'entrée des bureaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum: <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir); - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les

<p>canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté l'existence d'un plan de défense contre l'incendie disponible dans un boîtier rouge disposé à l'entrée du site. L'exploitant a transmis ce PDI mis à jour aux pompiers du SDIS de Saint-Hippolyte-du-Fort par courriel daté du 06/09/2024.</p> <p>Toutefois, le PDI ne comprend pas de plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie (sprinkler) ni d'attestation de leur conformité, et le tableau de suivi des formations incendie du personnel n'est pas à jour.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un PDI complété des éléments manquants sous quinzaine.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 13 : Exercice de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>[...] Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de</p>

<p>secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant organise des exercices de défense contre l'incendie tous les semestres, suivies d'un débriefing sur l'exercice et sur les risques d'incendie. Ces exercices ont aussi pour objectif d'informer les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre, et de les former à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Il a transmis les compte-rendus et les fiches de présence et d'évaluation des deux derniers exercices qui ont été réalisés en date des 16/12/2024 et 17/02/2025 avec l'ensemble du personnel du centre de tri et administratif présent. Les conclusions de ces exercices étaient positives et ont montré une très bonne réaction immédiate des personnels du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté l'absence de consignes d'exploitation écrites sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté l'affichage de consignes de sécurité affichées sur l'armoire électrique alimentant la presse indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation électrique ; - une consigne d'intervention incendie comprenant les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre. <p>La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, le contenu du message d'alerte des pompiers était affichée dans les locaux administratifs.</p> <p>Toutefois il n'a pas été constaté la présence de consignes indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses. -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 16 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...]« En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » (Applicable à compter du 1er janvier 2025)

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un logiciel lui permettant de tenir la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour tous les mercredis et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Il n'y a pas de bâtiment à usage d'habitation à moins de 100 mètres du site, qui est situé en zone industrielle. La hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : CONDITIONS DE STOCKAGE DES BALLES EN ATTENTE D'EXPEDITION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 3.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage déchets combustibles

Prescription contrôlée :

Les balles de papiers, cartons, plastiques, sont stockées :

- à l'intérieur du bâtiment sur une surface de 165 m² et une hauteur de 3 m (495 m³) ;
- à l'extérieur sur une surface de 500 m² et une hauteur de 3 m (1 500 m³)

Constats :

Il a été constaté l'entrepasage, sur l'aire extérieure située en bordure de la clôture Ouest du site, devant le centre de tri, de balles de déchets de cartons empilés sur 4 strates, dépassant les 3 mètres.

Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 3.5. de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2017 susvisé.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis des clichés montrant qu'il a réduit cet empilement à 3 strates de balles de cartons, de façon à ne pas dépasser les 3 mètres de hauteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant veillera dorénavant à respecter la hauteur d'entreposage réglementaire pour ses balles de déchets en attente d'expédition. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors des prochaines visites de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : ENTREPOSAGE DES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES MIS AU REBUT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2017, article 4.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des déchets combustibles
Prescription contrôlée : [...] Le stockage s'effectue : - à l'intérieur du bâtiment sur une surface de 15 m ² et une hauteur de 4 m en caisses plastiques ou caisses grillagées (60 m ³) ; - à l'extérieur, dans 2 bennes de 13,2 m ² et sur une hauteur de 2,27 m (60 m ³). L'entreposage est aménagé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les zones de transit, de regroupement, et de tri des équipements électriques et électroniques mis au rebut est limitée aux nécessités de l'exploitation. À ce titre, notamment, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. [...] L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité maximale des équipements au rebut susceptible d'être présente, auquel est annexé un plan général des zones d'entreposage.
Constats : L'exploitant déclare qu'il ne réalise plus d'activité de transit, tri ni regroupement de déchets électriques et électroniques sur son site de Liouc. Il n'a pas été constaté leur présence sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : STOCKAGE DES DECHETS DE BOIS ET AUTRES DECHETS COMBUSTIBLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2017, article 10.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des déchets combustibles
Prescription contrôlée : Le volume de bois stocké est limité à 5 000 m ³ pour le bois destiné au broyage et le bois broyé et à 168 m ³ pour le bois non destiné au broyage. Le dépôt de bois de 5 000 m ³ est positionné à plus de 10 mètres de tout bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux, ainsi que de la limite de propriété. Il est séparé de la limite

de propriété par un mur REI 120 (coupe-feu 2 heures) de 3,5 m de hauteur sur le côté Est et de 5 m de hauteur sur le côté Sud.

Les autres dépôts extérieurs de déchets combustibles (papiers, cartons, bois, plastiques, encombrants) sont séparés des limites de propriété Nord et Ouest par des murs REI 120 (coupe-feu 2 heures) de 4 m de hauteur.

Constats :

Il est constaté que le dépôt de bois entreposé au Sud du site dans deux alvéoles est positionné à plus de 10 mètres du bâtiment de tri ainsi que de la limite de propriété, et à plus de 20 m du bâtiment de la déchetterie voisine. Dans l'alvéole voisine sont stockés des déchets de plâtre non inflammables. Le dépôt de bois est séparé de la limite de propriété par un mur REI 120 de 3,5 m de hauteur sur le côté Est et de 5 m de hauteur sur le côté Sud.

En revanche, il est constaté que les autres dépôts extérieurs de déchets combustibles (papiers, cartons, bois, plastiques, encombrants) ne sont séparés de la limite Ouest et d'une partie de la limite Nord du site que par une simple clôture grillagée. Un mur REI120 n'est présent que sur la moitié de la longueur de la limite Nord du site, et sa hauteur ne dépasse pas 3,50 m sur sa moitié Ouest. La clôture grillagée en bordure Ouest du site est en partie enfoncée sous la pression de ces dépôts.

Ces constats constituent des non-conformités aux dispositions de l'article 10.5. de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2017 susvisé.

Suite à la visite, l'exploitant a informé l'inspection que des megablocs de béton coupe-feu destinés à la réalisation des murs REI120 requis étaient en cours de commande, et qu'il avait rendez-vous le 10 juin 2025 avec le prestataire en vue de valider le planning des opérations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à son engagement, l'exploitant justifiera de la mise en place des murs REI120 le long des limites Nord et Ouest du site et en transmettra les justificatifs sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 20 : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AUX DÉCHETS DE PILES ET ACCUMULATEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 5.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage des déchets

Prescription contrôlée :

Les piles usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

Constats :

L'exploitant déclare que, sauf erreur de tri sur les déchets entrants, le site n'accueille pas de déchet contenant des piles au lithium.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 6.12

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques de pollution

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement des structures, afin que les eaux soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

À cet effet, la périphérie du site est aménagée de façon que les eaux d'extinction soient confinées sur place.

Le volume de confinement est d'au moins 500 m³. Ce confinement est assuré par le bassin d'eaux pluviales mentionné à l'article 6.8. Une vanne d'isolement étanche, incombustible et facilement manœuvrable permet la mise en œuvre du dispositif d'isolement.

La vanne d'isolement est repérée et facilement accessible en permanence. Les modalités de sa mise en œuvre sont explicitées sur une consigne affichée à proximité de la vanne.

[...]

Constats :

Il est constaté la présence d'un bassin d'eaux pluviales étanché par géomembrane, implanté sur la parcelle mitoyenne n°0221 située à l'Ouest du site, permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements du site susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Une vanne d'isolement étanche permet la mise en œuvre du dispositif d'isolement. La vanne d'isolement est repérée et facilement accessible en permanence. Le personnel d'exploitation déclare qu'il a été formé à sa manipulation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.6.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie

Prescription contrôlée :

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis d'intervention". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Constats :

L'interdiction de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque sur l'ensemble du site est affichée en caractères apparents sur le panneau placé à l'entrée de l'établissement, et rappelée à plusieurs endroits à l'intérieur du centre de tri, notamment au niveau de la cuve de GNR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2015, article 10.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : [...] <p>Des rapports de contrôle, effectués tous les ans par un organisme compétent, doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces rapports doivent comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une description des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives et des Installations électriques présentes dans ces zones, - un exposé de la situation par rapport aux conclusions des précédents contrôles avec mention des modifications survenues depuis ; - un exposé des éventuelles difficultés rencontrées pour la réalisation du contrôle ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret et de l'arrêté susvisés, c'est-à-dire portant simultanément ou successivement sur les règles de protection des travailleurs, et les règles de prévention des explosions et inflammations.
Constats : <ul style="list-style-type: none"> - Le registre de sécurité indique que les installations électriques ont été vérifiées en date du 4 septembre 2024. Le rapport Q18 conclue que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion et le rapport Q19 ne présente pas d'anomalies. <p>Toutefois, le rapport établi par la société spécialisée SCP (Service Contrôle Provence) comporte des observations concernant des anomalies sur les équipements basse tension (2 disjoncteurs non conformes).</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dernière vérification de la protection contre la foudre a été réalisée en date du 08/01/2025. Le rapport présenté comporte une réserve générale, demandant la réalisation d'une mise à jour de l'analyse du risque foudre pour déterminer la nécessité ou non de protéger l'installation de contrôle vidéo et thermique extérieure du site et les protections à mettre en place s'il y a lieu. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 10.9. de l'arrêté préfectoral du 15 mars 2015 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Transmettre un rapport de levée des non-conformités constatées sous quinzaine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours